



CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA **Mercredi, 14 février 2024**

Intervenants :

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lt-Colonel Bertrand DAKISSAGA, porte-parole de la Force
- Adjudant Balkissa YAYE-GOUMEYE, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

- La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République Centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, s'est entretenue ce mardi avec le Chef d'Etat-major des Forces Armées (FACA), le Général de corps d'armée Zéphirin Mamadou et le sultan maire de Birao, Ahmat Moustapha Am-Ngabo.

Les échanges avec ces deux personnalités ont porté sur la collaboration avec la MINUSCA en matière d'appui à l'extension de l'autorité de l'Etat, au déploiement des forces de sécurité et au maintien de l'intégrité territoriale, spécifiquement à Am-Dafock qui a enregistré, depuis quelques semaines, une augmentation significative de populations demandeuses d'asile à la suite du conflit au Soudan.

- L'expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en RCA, Yao Agbetse, effectue depuis le début de la semaine une visite dans le pays. Au cours de sa mission, l'expert sera reçu par le Chef de l'Etat et le Premier ministre et rencontrera des membres du Gouvernement et représentants des institutions nationales, des représentants de la société civile et du système des Nations Unies, ainsi que des membres de la communauté diplomatique. L'expert indépendant se rendra également dans les préfectures et achèvera sa visite par une conférence de presse le 23 février à Bangui.

- A l'occasion de la journée Main rouge, la journée internationale contre l'utilisation des enfants soldats, marquée le 12 février, la MINUSCA continue d'apporter son soutien au gouvernement centrafricain dans la mise en place de mesures et le plaidoyer pour empêcher le recrutement et l'utilisation des enfants par les forces et les groupes armés, une violation fréquente dans les régions en conflit.

De même, la MINUSCA contribue régulièrement à des formations et à des campagnes de sensibilisation, notamment la campagne 'Agir pour protéger les enfants', visant à répondre aux six violations graves. Entre juillet 2021 et juin 2023, plus de 4000 acteurs nationaux, dont les FACA, les FSI et le pouvoir judiciaire, ont été formés.

Des mesures positives ont été prises par le Gouvernement à travers l'adoption en avril 2022 du Plan National pour combattre le trafic des enfants et d'une directive interdisant la présence d'enfants autour des bases militaires des FACA et de la MINUSCA.

En 2018 et 2019, les groupes armés MPC, FPRC et UPC ont signé des plans d'action avec les Nations Unies pour mettre fin aux violations graves contre les enfants, permettant ainsi la libération d'un grand nombre de garçons et de filles. Cependant, depuis 2020 et la création du CPC, le dialogue sur la protection avec ces acteurs est devenu plus difficile et moins d'enfants sont libérés. En RCA, plus de 17.000 enfants ont été libérés des groupes armés depuis 2014, et la majorité de ces enfants sont pris en charge dans des programmes de réintégration mis en place par l'UNICEF et ses partenaires en soutien au Gouvernement.

- Alors que le monde a marqué, ce 13 février, la Journée mondiale de la radio, la MINUSCA rappelle l'impact de ce média dans la diffusion d'une information de qualité en direction des communautés et dans la promotion de la réconciliation en RCA et son rôle dans la lutte contre la désinformation.

La MINUSCA salue le travail des radiodiffuseurs opérant en RCA, notamment dans la divulgation du processus politique et de paix en cours dans le pays ainsi que des accords locaux, mais aussi de ses mandats successifs à l'endroit des auditeurs et de la population en général, et les encourage à poursuivre sur cette voie conformément aux règles d'éthique et à la déontologie.

De même, la MINUSCA appelle les radios nationales et les radios communautaires à s'impliquer davantage dans le combat contre le fléau de la désinformation et des messages de haine qui constituent une véritable menace à la paix, au vivre ensemble et la réconciliation en RCA.

La MINUSCA reste engagée à continuer de travailler avec les autorités et les acteurs concernés pour le renforcement de la radio et des médias centrafricains en général afin que les journalistes puissent à la fois continuer de jouer leur rôle d'informer la population et de promouvoir des contenus orientés vers la paix et le vivre ensemble.

DROITS DE L'HOMME ET DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

- Sur la période du 1^{er} au 14 février 2024, la MINUSCA a documenté et vérifié 83 violations et atteintes aux droits de l'homme et violations du droit international humanitaire, ayant affecté 128 victimes, dont 12 femmes, sept filles, quatre garçons et 13 groupes de victimes collectives.

Selon la Division des droits de l'homme (DDH) de la Mission, les violations et atteintes aux droits de l'homme et violations du droit international humanitaire ont été commises par les agents de l'Etat et par les groupes armés signataires et non-signataires de l'APPR, dont le 3R et le PRNC. Les préfectures les plus affectées sont la Haute-Kotto et la Nana-Mambéré.

Parmi les activités de promotion des droits de l'homme, la DDH et la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Bangui ont organisé, le 8 février, une journée portes ouvertes à Bangui à l'attention de 60 étudiants. Les discussions ont principalement porté sur le

mandat de la MINUSCA, le rôle des étudiants dans la sensibilisation autour dudit mandat ainsi que les moyens pour renforcer le partenariat entre la Mission et l'Université de Bangui.

AFFAIRES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRES

Le 12 février, a débuté un programme de formation dans les prisons de Berbérati, Bouar et Kaga Bandoro, rassemblant des agents pénitentiaires et des éléments des FACA. Cette initiative, qui réunit un total de 43 participants est organisée par la MINUSCA à travers la section des affaires judiciaires et pénitentiaires, en collaboration avec les directeurs régionaux des services pénitentiaires et les régisseurs des prisons. L'objectif est de renforcer la gestion de la sécurité des établissements pénitentiaires de la RCA.

BUREAUX DE TERRAIN

Les bureaux de terrain de la MINUSCA à travers la section des affaires civiles ont poursuivi leur collaboration avec les responsables locaux pour prévenir les risques de tensions intercommunautaires et de violences pendant la saison de transhumance. Deux rencontres avec les acteurs concernés se sont déroulées le 12 février simultanément à Bouar et à Bangassou.

Le bureau de la MINUSCA à Bouar, le sous-préfet de Bouar, des éléments de la gendarmerie et des FACA et le groupe de travail transhumance ont effectué une mission dans la commune de Bea-Nana, à 40 km de la ville, pour échanger avec la population locale à la suite des tensions entre éleveurs et agriculteurs. Les représentants des agriculteurs et des éleveurs ont préconisé la délimitation des zones, le respect des couloirs de transhumance et la création d'un comité de gestion des conflits au niveau du village regroupant tous les groupes sociaux. La séance a réuni plus de 145 participants, dont une vingtaine de femmes.

De son côté, le bureau de Bangassou en collaboration avec le sous-préfet de Bangassou, le directeur de l'Agriculture ainsi que des chefs de villages ont effectué conjointement une mission à Yongossaba, situé à 25km de la ville. Ils ont fourni des semences et des médicaments aux victimes des champs dévastés par le bétail des éleveurs ainsi qu'aux éleveurs. La troisième phase de ce projet consistera à former les éleveurs et les agriculteurs aux techniques de semis et de vaccination du bétail.

A Ndele, une séance de sensibilisation sur la cohésion sociale et la coexistence pacifique pendant la période électorale ainsi que la gestion des rumeurs a eu lieu sur le site des déplacés internes à Gozamar et a réuni 67 personnes dont 51 femmes.

A Bornou, l'équipe de la MINUSCA Bria et UNOPS a lancé un projet de fabrication de parfums, baptisé "les Arômes de Réconciliation de Bria", au profit de 25 femmes bénéficiaires du projet de réduction de la violence communautaire, avec le soutien de la représentation locale des "Femmes Leaders".

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

Cette semaine, la Force de la MINUSCA a intensifié ses activités opérationnelles afin de faire face à la période critique que constitue la saison sèche en cours. Dans le même temps, elle a poursuivi ses activités de soutien aux populations de ses zones de déploiement. La situation sur l'ensemble du territoire est jugée globalement calme.

Ce mercredi, 14 février 2024, le séminaire des commandants de secteurs et de contingents de la Force de la Mission prend fin à Bangui. Ouvert le 12 février 2024 sous la présidence de la Représentante spéciale et cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, et placé sous le thème "Tirer parti des capacités pour une meilleure mise en œuvre du mandat", ce séminaire a pour objectif de s'assurer que tous les éléments de la Force sont suffisamment imprégnés des directives et des orientations du Commandant de la Force pour une mise en œuvre efficiente du mandat de la Mission.

Trois jours durant, plus de 100 participants parmi lesquels les commandants de secteurs et de contingents de la Force et le leadership de la Force ont échangé autour des défis de la Force dans l'exécution de ses missions notamment en ce qui concerne la protection des civils.

La Force de la MINUSCA a engagé une réorganisation de son dispositif sur le terrain dans l'optique d'améliorer son impact. Cette réorganisation implique le regroupement de certaines unités et le redéploiement d'autres. C'est dans ce cadre qu'a eu lieu cette semaine le redéploiement de l'unité précédemment basée dans la localité de Bozoum. C'est le lieu de rassurer les populations notamment celles de Bozoum quant à leur protection car cette réorganisation de la Force contribuera davantage à la mise en œuvre du mandat de protection des civils.

La réorganisation de la Force permettra une meilleure mobilité de nos forces, tout en étant plus présentes sur des étendues plus grandes et avec des moyens plus conséquents.

A l'Est

Le contingent zambien est toujours présente sur l'axe Birao-Am-Dafock où sa posture dissuasive permet de maintenir la situation sécuritaire stable observée depuis le déploiement d'une base temporaire d'opérations dans la ville frontalière, le 21 janvier. Les casques bleus zambiens sont en contact permanent avec les autorités locales et les leaders pour assurer une meilleure coordination et un partage efficace d'informations.

L'unité rwandaise, quant à elle, intensifie les patrouilles robustes dans la région de Ouadda-Sam Ouandja avec pour objectif d'empêcher la liberté de mouvement et d'action des groupes armés dans cette partie du pays.

Au centre

Le 7 février, à Kaga Bandoro, 1100 casques bleus pakistanais du 9^e contingent pakistanais de la Force et des unités de génie et d'aviation, en fin de mission, ont été décorés de la médaille des Nations Unies, pour leurs contributions reconnues, chacun dans son domaine de compétence, au maintien de la paix en RCA.

La Force de Réaction Rapide légère bangladaise a multiplié les patrouilles le long des principaux axes dans le centre afin de dissuader les actes de banditisme contre les civils. De son côté, le

bataillon pakistanais a poursuivi les patrouilles dans la zone de Mbo, Kabo et Batangafo afin de limiter la liberté de manœuvre des éléments armés dans cette région de Moyenne-Sido.

Les patrouilles conjointes pédestres avec les FACA se sont poursuivies tout au long de la semaine dans les environs du village de Boyo et du marché de Kouango dans la région de Bambari. Les unités ont eu des interactions avec les habitants pour évaluer la situation sécuritaire et écouter les besoins et les suggestions des populations.

Le 05 février 2024, le contingent népalais basé à Alindao a tenu une réunion d'évaluation de la situation sécuritaire dans les locaux de la sous-préfecture en présence du maire d'ALINDAO, des Forces de Défense et de Sécurité Centrafricaines, des observateurs militaires de la Force, de UNPOL et de certaines agences des Nations Unies. Les participants ont discuté de la situation sécuritaire et de la collaboration de tous les acteurs pour une amélioration de la situation dans la zone.

La Force Conjointe de Bambari a reçu le 07 février la visite d'une équipe d'inspection composée d'une délégation de Bureau du Partenariat Stratégique de Maintien de la Paix (OPSP) venue de New York. L'inspection a porté sur les infrastructures et l'évaluation de la situation sécuritaire dans la zone.

A l'ouest

Des patrouilles robustes du bataillon bangladais ont été conduites en direction de Nzakoundou et sur l'axe reliant Bozoum et Kouï dans le cadre de sa mission principale de protéger les civils et de sécuriser sa zone de responsabilité.

ACTIVITES DE SOUTIEN A LA POPULATION

Les différentes unités de la Force MINUSCA continuent d'apporter leur soutien à la population civile en fournissant des soins médicaux spécialisés à toutes les couches sociales. 387 personnes ont bénéficié de séances de consultation et prise en charge médicale gratuite durant cette semaine. Les unités de la Force ont distribué 133.550 litres d'eau potable à plusieurs bénéficiaires dans le cadre du soutien aux populations.

Le 10 février, un match de football a été organisé par la Force de la MINUSCA à Bangui. Cette rencontre sportive visait à renforcer la cohésion entre les casques bleus, les FACA et la jeunesse de Bangui.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

La composante Police de la MINUSCA, en collaboration avec les Forces de sécurité intérieure (FSI), a organisé une Semaine de la Police du 07 au 13 Février 2024 à Bangui et en régions. Placée sous le thème « UNPOL/FSI unies pour protéger la population civile en RCA », elle avait pour objectif principal la promotion de la confiance entre UNPOL, les FSI et les populations pour un

environnement social plus apaisé et sécurisé. Durant ladite semaine, plusieurs activités ont été menées notamment :

- Une remise des podiums et Signaux routiers au Directeur général des transports et des surfaces.
- Des interactions avec les acteurs communautaires et les lycéens sur le mandat, les tâches et les réalisations d'UNPOL.
- Des dons de sang par UNPOL et les Forces de sécurité intérieure au profit de la population en collaboration avec le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS).
- Des dons de médicaments à l'hôpital Domitien Bimbo et à l'Hôpital régional de Berberati ;
- Des dons de vivres à l'endroit des populations vulnérables à Bangui et Boali.
- Des patrouilles conjointes robustes UNPOL-FSI.
- Des activités de salubrités ont été organisées à Berberati et à Bria avec les forces de Sécurité intérieure.
- Une journée porte ouverte au camp Izamo de la Gendarmerie Nationale.

La Semaine de la Police des Nations Unies a été ouverte le 07 février, présidée par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, en présence du Directeur général de la Gendarmerie Nationale et du représentant du Directeur général de la Police Nationale, le leadership de la composante Police et des chefs d'unités des FSI. Parallèlement en régions, ladite semaine a été lancée en présence des autorités administratives.

La séance d'interaction sur le mandat et les missions de UNPOL et les FSI à Bangui a réuni l'attention 100 élèves des lycées de Boganda, Miskine et Marie Jeanne Caron. De même, cent étudiants (100) de l'Université de Bangui ont été sensibilisés sur le mandat de la MINUSCA et des missions des FSI.

Des dons de sang ont été organisés par les deux entités à Bangui, Kaga Bandoro, Bouar, Berberati, Bria et Bambari, avec la collaboration du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS), dans le but de renforcer les banques de sang pour sauver des vies. Au total, deux cents cinquante-trois (253) poches de sang ont été récoltées au cours de cette journée

UNPOL et les FSI ont aussi conduit des patrouilles robustes conjointes de sécurisation ont également été effectuées dans les villes Bangui, Kaga Bandoro, Bouar et Bria, ainsi que dans les sites des personnes déplacées internes et sur les axes et dans certains villages, et ont permis d'échanger avec les populations sur la situation sécuritaire et sur divers thèmes en lien avec la protection des civils.

Des séances d'interactions et d'échanges sur « le Rôle de la colocation et de la police de proximité - Modèle centrafricain (PMPP-MC) » ont également réuni cent (100) acteurs communautaires venant de Bangui, Bimbo et Begoua. Les autorités administratives des localités concernées ont félicité et remercié la MINUSCA pour cette initiative et ont réitéré leur soutien à cette institution par le truchement d'UNPOL. Le Maire de Bégoua particulièrement a sollicité que de telles activités se perpétuent pour le bien de sa population.

A Bangui, un don de vivres aux handicapés et aux familles démunies a bénéficié 616 ménages D'autres dons de vivres ont été octroyés à Boali, aux personnes handicapées et autres ménages démunis ainsi que des médicaments à Bouar.

La semaine de la Police MINUSCA s'est déroulée dans de bonnes conditions et a été très appréciée par la population et le leadership des FSI qui ont tous souhaité que de telles activités soient pérennes pour renforcer non seulement les liens de confiance avec les populations mais aussi lutter contre la désinformation dont fait l'objet la MINUSCA en général et la Composante Police en particulier.

© MINUSCA 2024